

Service Risques Naturels et Technologiques - Unité  
Départementale de la Corse-du-Sud  
Immeuble Paglia Orba - Route d'Alata  
20000 Ajaccio

Ajaccio, le 20/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ANTARGAZ**

LDT ASPRETTO  
20090 Ajaccio

Références : SRNT/UD2A/MD/2025-142  
Code AIOT : 0007300010

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement ANTARGAZ implanté LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANTARGAZ
- LDT ASPRETTO 20090 Ajaccio
- Code AIOT : 0007300010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le centre emplisseur exploité par la société ANTARGAZ à Ajaccio, lieu-dit "Aspretto", permet un approvisionnement en butane et propane "vrac" et en produits conditionnés (bouteilles) d'une clientèle constituée par les entreprises, les établissements publics (hôpitaux, maisons de retraite, écoles, cantines, salles de sport, etc...), les H.L.M. et les particuliers.

Le site, autorisé depuis 1954, est classé "SEVESO seuil haut" et réglementé par l'arrêté préfectoral n°07-0294 du 5 mars 2007 portant autorisation de poursuite d'exploitation.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en œuvre du POI	AP Complémentaire du 05/03/2007, article 6.6.5.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Marquage des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Opérations de torchage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59 bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Réexamen quinquennal de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Cabine de peinture - Traitement de l'eau et des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/03/2007, article 7.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection considère que l'exploitant a apporté une réponse satisfaisante à l'ensemble des non-conformités relevées lors de l'inspection précédente du 18 juillet 2024. En particulier, l'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 août 2024 a été suivi d'effet.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre du POI

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/03/2007, article 6.6.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI

<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un Plan Particulier d'Intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 9 septembre 2024, l'exploitant a transmis un plan d'opération interne (POI) mis à jour.</p> <p>Le POI est finalisé et comprend les fiches 7.A.3 et 7.B portant sur l'alerte des riverains et des casernes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Marquage des tuyauteries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Marquage des tuyauteries</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Par courrier daté du 9 septembre 2024, l'exploitant a transmis des photos montrant la zone de pomperie à l'issue des travaux de rénovation. Les tuyauteries sont correctement marquées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Opérations de torchage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 59 bis

**Thème(s) :** Risques chroniques, Torchage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/08/2024

**Prescription contrôlée :**

Tout brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie et des opérations spécifiques prévues par l'arrêté préfectoral. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

**Constats :**

Par courrier daté du 9 septembre 2024, l'exploitant indique que la nature et quantité des produits brûlés lors des opérations de torchage sont désormais "enregistrées dans nos marches dégradées".

Le jour de la visite, l'inspection a pu consulter sur site la dernière marche dégradée datée du 9 avril 2025 (réf. 2025-559) : 150kg de propane torchés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Réexamen quinquennal de l'étude de dangers

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude de dangers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/11/2024

**Prescription contrôlée :**

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 20 décembre 2024, l'exploitant a transmis l'étude de dangers du site mise à jour. Cette étude fera l'objet d'une instruction par l'inspection via un rapport dédié.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 5 : Maintenance des moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Corrosion</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 18/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel daté du 9 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les conclusions de l'audit du réseau incendie du site réalisé du 16 au 19 septembre 2024 (rapport technique SMC Corse n°CH52924/54924). Les fuites potentielles sur le réseau incendie ont été recherchées au gaz azote. Le rapport recommande une révision approfondie des éléments situés dans les chambres à vannes (canalisations et vannes) suite à un constat de corrosion avancée.</p> <p>En particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des fuites ont été constatées au niveau des chambres à vannes. Ces fuites ont été réparées par l'exploitant mais les éléments sont dans un état de corrosion avancée (canalisation, vannes). Aussi, le rapport conclut à la nécessité d'une "révision approfondie" des éléments des chambres à vannes,</li> <li>• aucune fuite n'est mesurée sur la tuyauterie principale enterrée., à l'exception de fuites</li> </ul>

mesurées au niveau de 3 poteaux incendie neufs (PI3, PI4 et PI7): ces fuites seraient dues aux systèmes de purge de ces poteaux selon la société qui les fournit et assure leur entretien (société Service Maintenance Matériel Incendie),

- la partie enterrée du réseau incendie pour le sprinklage n'a pas pu être contrôlée en l'absence de vannes d'arrêt.

Suite à ce constat, l'exploitant prévoit de mettre en œuvre les mesures suivantes:

- Mesures curatives: l'exploitant prévoit de remplacer l'ensemble des éléments des 3 chambres à vannes (canalisations, vannes) actuellement en acier par des éléments en inox. Les travaux vont débuter début juillet 2025 pour une durée d'un mois. L'exploitant a transmis à l'inspection un devis signé en date du 10/03/2025. L'inspection attire l'attention de l'exploitant de prévoir les équipements adaptés (type joint isolant) pour éviter le phénomène de pile (corrosion galvanique) qui viendrait accentuer la corrosion sur le reste du circuit encore en acier,
- Mesures préventives: l'exploitant prévoit de mettre en œuvre plusieurs mesures préventives pour mieux prévoir le risque de corrosion sur son réseau incendie:
  - un rinçage à l'eau douce systématisé du réseau pendant 20 minutes après chaque exercice à l'eau de mer afin de limiter le risque de corrosion. Ce rinçage fait l'objet d'une procédure (procédure AJA-CP-001 "Procédure de rinçage des canalisations du réseau incendie" datée du 03/03/2025) et d'un enregistrement (document AJA-MOD-0001 "Suivi des arrosages à l'eau douce"),
  - un test de débit de l'ensemble du réseau incendie enterré (à l'azote ou autre) réalisé tous les 3 ans (déjà en œuvre).

L'inspection note qu'à ce jour le réseau incendie est fonctionnel (fuites dans les chambres à vannes réparées) et que le réseau étant bouclé, le risque de défaut de ce réseau est limité. Enfin, l'inspection a pu constater que le réseau de refroidissement du groupe incendie était en bon état. Il est testé toutes les 2 semaines et les pièces sont remplacées en cas de détection de fuite.

L'inspection considère que les mesures préventives mises en œuvre par l'exploitant permettent de réduire le risque de défaillance du réseau incendie, en particulier au regard du risque de corrosion. L'inspection demande que le SGS soit mis à jour en conséquence ainsi que la GMAO.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Cabine de peinture - Traitement de l'eau et des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/03/2007, article 7.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cabine peinture - Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 21/11/2024

**Prescription contrôlée :**

Les eaux de filtration et les déchets solides issus de la cabine de peinture font l'objet d'un traitement spécifique via des entreprises de collecte agréées.
<b>Constats :</b>  Par courriel daté du 30/04/2025, l'exploitant transmet un devis daté du 06/11/2024 et confirme le recours à la société CHIMIREC pour le prochain enlèvement des eaux de filtration de la cabine de peinture.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit pouvoir justifier du traitement des eaux de filtration par un site agréé, via un bordereau de suivi de déchets dangereux dématérialisé sous Trackdéchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure